



Communiqué des collectifs nationaux VB/EIV et SE.

***En grève le 19 janvier 2005
Pour votre avenir de cheminot
et celui de L'entreprise !***

Les choix politiques de plus en plus libéraux imposés par le gouvernement avec le désengagement de l'état, mis en œuvre au travers du budget SNCF 2005 par la direction de l'entreprise portent atteinte directement au service public, mais aussi à notre entreprise intégrée.

C'est aussi la remise en cause pure et simple de certains de nos métiers de cheminots à statut qui sont visés.

Le plan FRET actuel produit des dégâts importants, avec des suppressions massives de trafics (35000 circulations de trains sur les dix premiers mois de 2004), des triages et des voies déclassées, des effectifs en moins qui touchent l'ensemble de nos métiers.

Cela impacte aussi notre fonction de l'équipement avec une baisse des charges de travail, un transfert par la route du transport de nos matériaux pour nos chantiers et une dégradation pour nos conditions de travail.

La CGT porte les actions :

- ▶ ***Pour le développement de tous types de trafic dans une entreprise de service public intégrée qu'est la SNCF. Pour réussir cela il faut revoir la logique actuelle et avoir les moyens nécessaires tant humains que matériels.***
- ▶ ***Pour une véritable complémentarité des modes de transports, en partant des réels besoins des populations, avec des salariés dans ces entreprises qui bénéficient d'un réel statut social. Pour cela il faut revoir les choix actuels libéraux placés uniquement sur des critères financiers qui ne profitent qu'à quelques uns, en laissant le plus grand nombre sur le bord du chemin.***

Comme tout à chacun a pu s'en apercevoir sur son chantier lors de l'année qui vient de s'écouler, le budget d'austérité de 2004 a eu de lourdes conséquences dans notre fonction de l'équipement.

- Moins 1000 à l'effectif ce qui accentue la dégradation de conditions de vie et de travail, les organisations de chantiers, la sécurité au travail, une non prise en considération de la moyenne d'âge qui ne cesse d'augmenter (plus de 42 ans)...
- Une remise en cause de notre maintenance et le report de certains travaux du fait du désengagement de RFF. Nos cycles revus au rabais, ce qui a entraîné une dégradation de nos installations, la mise en place de 850 kilomètres de ralentissements ajoutés aux 350 kilomètres de 2003. La régularité et la qualité du service que l'on doit au public se retrouvent menacées.
- Moins 107 000 heures de formations, qui se traduisent par la perte de transmission de nos savoirs et la remise en cause de notre technicité.

Tous ces choix ont eu des impacts forts sur la vie des cheminots et des salariés ainsi que leurs proches puisque 8 de nos collègues y ont laissé leurs vies en voulant la gagner et de nombreux accidents de plus en plus graves se sont produits. Les cheminots subissent de plus en plus de pressions et se retrouvent sanctionnés, voire inculpés.

Tous ces choix ont provoqué la montée en puissance du mécontentement sur nos chantiers. Les cheminots avec la CGT ont agi en région, en établissement, lors de l'action équipement du 09 septembre 2004 pour la table ronde sécurité où certains acquis même s'ils sont encore insuffisants, ont été arrachés (formation, budget pour l'amélioration des conditions de travail, sur l'emploi...). Face à une direction de l'entreprise arc-bouté sur ses gains de productivité, c'est avec la pression des cheminots et de la CGT que ces acquis se mettent en œuvre. Le 25 novembre 2004, mécontentement amplifié lors de la manifestation nationale des cheminots. Pouvoirs publics comme direction de l'entreprise doivent en tenir compte !

LE BUDGET 2005 AMPLIFIE LE REPLI DE L'ENTREPRISE.

Un nouveau coup est porté à la SNCF avec une diminution de 3990 cheminots dont 1191 à l'équipement. Pour seulement 300 embauches avec le chantage de l'augmentation de la productivité par la reprise de travaux au privé.

La direction de l'infra annonce clairement la couleur :

- Plus de productivité, par des économies sur la maintenance de nos installations avec 1500 kilomètres de ralentissements annoncés, ainsi que sur notre formation professionnelle.
- Plus de mobilité pour les cheminots sur les travaux, mais aussi au travers des régions et établissements.
- Une part de transfert plus importante vers le privé (FERTIS, sous filiale de VFLI avec des salariés sur exploités) de nos trains de travaux qui était en 2004 à 4% et une prévision pour 2005 à plus de 20%.
- Absence de revalorisation de la convention de gestion et de l'ajustement du volume de travaux pour RFF.

Ce budget 2005 est accompagné par de multiples projets de la direction de l'infra qui ne servent qu'à faire des économies sur le dos des cheminots, mieux cloisonner nos métiers pour les désintégrer plus facilement, assouvir leur soif libérale de gains de productivité et faire passer le message que nous devons savoir nous adapter en fonction des moyens que l'on nous donne.

Il en est ainsi avec l'ABE, l'entité nationale logistique, schéops, storp, réorganisation des audits sécurités travaux, secteurs performances industrielles, reconfiguration de la logistique infra...

Ce sont aussi de nombreuses brigades et équipes supprimées, voire même des unités de production ou des EVEN entiers.

Ce budget 2005 ne peut laisser indifférent aucun cheminot.

La CGT a des propositions et pour ce qui est de l'équipement de gagner les moyens pour effectuer nos missions de service public dans de bonnes conditions. Cela doit passer par des brigades et équipes à taille humaine et de proximité, avec les investissements nécessaires en matériel et infrastructures, des moyens en formation pour la transmission de nos savoirs et de notre technicité.

D'autres choix sont possibles et doivent se gagner pour l'avenir de notre entreprise.

EXIGEONS-LES DANS L'UNITE LA PLUS LARGE.

**LA FEDERATION CGT APPELLE TOUS LES CHEMINOTS DE L'EQUIPEMENT A
UNE GRANDE JOURNEE D'ACTION NATIONALE DE GREVE LE 19 JANVIER 2005,
JOUR DE LA PRESENTATION DU BUDGET 2005 AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION.**

Montreuil le 05/01/2005.